

## CASH INVESTIGATION : FRANCE TÉLÉVISIONS EST-ELLE INFORMÉE DE LA CRISE SANITAIRE ?

*La Conférence nationale des Unions Régionales de Médecins Libéraux souhaite réagir vivement à l'émission Cash Investigation qui sera diffusée ce jeudi, et dont le premier reportage prétend traiter du travail de terrain des médecins libéraux, et de la liberté d'installation.*



**Quel est le sens d'un tel reportage en pleine période de crise sanitaire, sans évoquer les conséquences de cette dernière sur l'organisation médicale des soins et le quotidien des professionnels de santé ?** Ce reportage date visiblement de 2019. Il n'est aucunement fait mention de la pandémie, de son impact sur les logiques d'organisation territoriale. Mme Lucet n'a-t-elle pas pu actualiser son propos ?

### BIEN D'AVANTAGE

**Est-ce bien le rôle de la télévision publique d'accepter la diffusion d'un documentaire au contenu hors sol et pour le moins déconnecté des réalités, à l'heure où il y aurait par ailleurs tant à dire sur la réalité de l'exercice médical au cœur des territoires, en soutien et en relais des établissements de santé, à l'heure où les médecins libéraux ont le souci constant d'apporter réponse aux demandes des patients.**



**Quel sens donner au choix des « acteurs » interviewés, en l'occurrence deux anciens Présidents de syndicats, qui sont loin de représenter les médecins d'aujourd'hui pleinement engagés sur le terrain, et qui se posent en dénigreurs de la médecine libérale française ?**

On peut évidemment déplorer les multiples partis-pris et raccourcis de ce reportage, malheureusement diffusé à une heure de grande écoute où les médecins n'ont pas besoin d'une telle polémique simpliste, caricaturale et mensongère. **La question de la « désertification médicale »** - qui est un bien grand mot, tant Paris et l'Île-de-France d'où Mme Lucet semble trop peu sortir, sont représentatifs du paradoxe des déserts médicaux français-, de la manière dont la loi a depuis lors modifié la donne (création et déploiement des CPTS, développement de la téléconsultation...etc.), ne sont nullement abordées de manière sérieuse et discutée comme cela **aurait dû** être le cas au regard de l'angle initialement annoncé du reportage.



Les médecins libéraux rappellent qu'ils se sont pleinement mobilisés depuis le début de la pandémie, sans jamais avoir été écoutés ; qu'ils ont déprogrammé et déprogramment encore des actes à la demande de l'État et des autorités de santé. Ils ont répondu à la crise sanitaire en prenant en charge les patients COVID dans le souci permanent du maintien d'une offre de soins « hors crise ».

*La CN URPS condamne la position de France Télévision qui ne porte aucune attention à la cohérence des sujets diffusés avec les enjeux auxquels est confronté le système de santé et exacerbés par la pandémie. Elle se tient à la disposition de France 2 pour apporter un éclairage factuel sur la situation sanitaire de 2022, et non pas celle de 2019.*